



Centrale d'achat des CROUS

Cahier des clauses particulières-Marché de location/entretien/main tenance de véhicules pour la restauration

Appel d'offres ouvert n°2025007

Remise des offres : 14/05/2025 à 12h00

Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes	4
Article 2	Objet et caractéristiques de l'accord-cadre	5
Article 2.1	Objet de l'accord-cadre	5
Article 2.2	Nomenclature des prestations - Classification CPV	5
Article 2.3	Description des prestations	5
Article 2.4	Allotissement	6
Article 2.5	Lieux d'exécution	6
Article 2.6	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre	6
Article 2.7	Durée et date de début de l'accord-cadre	7
Article 2.8	Dispositions relatives à la fin du marché et à la transition des flottes	7
Article 2.8.1	Modalités de mise à disposition des flottes de substitution	7
Article 2.8.2	Obligation du titulaire sortant	8
Article 2.9	Montant de l'accord-cadre	8
Article 2.10	Financement de l'accord-cadre	8
Article 2.11	Modifications de l'accord-cadre	8
Article 3	Pièces contractuelles du marché public	9
Article 4	Obligations du titulaire	10
Article 4.1	Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux	10
Article 4.2	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service ..	11
Article 4.3	Service de conseil et d'assistance	12
Article 4.3.1	Service de conseil et d'assistance aux adhérents	12
Article 4.3.2	Formation et accompagnement des utilisateurs	12
Article 4.3.3	Visite préalable de cadrage auprès des adhérents	12
Article 4.4	Transport et distribution	13
Article 4.5	Confidentialité	13
Article 4.6	Assurance	13
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison	14
Article 5.1	Bon de commande	14
Article 5.2	Bon de livraison	15
Article 5.3	Documents à fournir	15
Article 6	Description des prestations	16
Article 6.1	Obligations respectives liées à la livraison	16
Article 6.2	Conditions de livraison et de restitution – Niveau de carburant	16
Article 6.2.1	Obligation de livraison avec réservoir plein	16
Article 6.2.2	Obligation de restitution avec réservoir plein	16

Article 6.2.3	Modalités de contrôle.....	16
Article 6.3	Entretien, révisions et maintenance des véhicules.....	17
Article 6.4	Matériels mis à disposition	17
Article 6.5	Durée de garantie.....	18
Article 6.5.1	Durée et conditions de garantie	18
Article 6.5.2	Point de départ et extension de la garantie.....	18
Article 6.5.3	Modalités de prise en charge des réparations.....	18
Article 6.6	Garanties des vices cachés	18
Article 7	Optimisation, évolutions et mises en conformité	19
Article 8	Spécificités techniques.....	19
Article 8.1	Normes et spécifications à respecter	19
Article 8.2	Certification et mise à jour réglementaire des équipements frigorifiques	21
Article 8.3	Spécificités des produits	21
Article 8.3.1	Spécificités relatives aux pneus.....	21
Article 8.3.2	Spécificités relatives à la traçabilité des camions et aux obligations RGPD.....	22
Article 8.3.3	Dispositions relatives aux camions électriques et à la démarche environnementale	22
Article 8.4	Maîtrise des risques sanitaires et des mesures de prévention liés à l'utilisation de camions frigorifiques	23
Article 8.4.1	Respect de la chaîne du froid.....	23
Article 8.4.2	Maintenance et conformité des équipements frigorifiques	23
Article 8.5	Engagement sur les marques et produits	24
Article 8.6	Evolutions et mises en conformité	24
Article 8.7	Fiche technique	24
Article 9	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales.....	25
Article 9.1	Suivi de l'accord-cadre.....	25
Article 9.2	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent	25
Article 9.3	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats.....	25
Article 9.4	Encadrement des relations commerciales.....	27
Article 9.5	Délai d'observations et de contestations aux ordres de service.....	27
Article 9.6	Portée des clauses du présent CCP.....	27
Article 10	Prix de l'accord-cadre	27
Article 10.1	Référence et consistance des prix.....	27
Article 10.2	TVA	28
Article 10.3	Forme des prix.....	28
Article 10.4	La particularité de la théorie des circonstances imprévues	29

Article 10.5	Clause de sauvegarde	30
Article 10.6	Clause butoir	30
Article 10.7	Date de formation des prix et facturation	30
Article 11	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires	31
Article 11.1	Facturation électronique obligatoire	31
Article 11.2	Délais de règlement	32
Article 11.3	Intérêts moratoires	33
Article 11.4	Défaut de paiement	34
Article 11.5	Avances	34
Article 11.6	Acomptes	34
Article 11.7	Cession ou nantissement de créance	35
Article 12	Les pénalités, ajournement et rejet	35
Article 13	Principes et motifs de résiliation	36
Article 13.1	Motifs de résiliation	36
Article 13.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	36
Article 13.3	Résiliation pour motif d'intérêt général	36
Article 14	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige	36
Article 15	Dérogations au CCAG-FCS	37

Article 1 Identification des parties contractantes

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orléans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,
- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,
- ❖ Le Crous Strasbourg,
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,
- ❖ Le Crous Versailles,
- ❖ HEC,
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL,
- ❖ CESFO,

- ❖ CCIP,
- ❖ INSPE.

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Article 2 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre

Article 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des prestations de location/entretien/maintenance de véhicules de restauration.

Les véhicules proposés (neuf ou occasion) seront aptes à rouler pendant les épisodes de pollution avec un certificat Crit'Air niveau 0, 1 ou 2, diesel euro 7 et euro 5 ou 6 pour les essences. Les véhicules fournis neufs devront être conformes à la réglementation GSR2 en vigueur au moment de la livraison.

Des véhicules à énergie propre (électrique, gaz, ...) seront aussi proposés au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Article 2.2 Nomenclature des prestations - Classification CPV

Les classifications CPV de l'accord-cadre sont les suivantes :

34100000	Véhicules à moteur
----------	--------------------

Les classifications complémentaires CPV de l'accord-cadre sont les suivantes :

34144000	Véhicules automobiles à usage spécifique
50100000	Services de réparation et d'entretien de véhicules et d'équipements associés et services connexes

Article 2.3 Description des prestations

L'accord-cadre de fourniture intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- ❖ Accompagnement à l'autodiagnostic des membres de la centrale d'achat et proposition à l'optimisation du parc et à l'amélioration des pratiques ;
- ❖ Formations et accompagnement des utilisateurs ;
- ❖ Réparation, entretien et remplacement des véhicules faisant l'objet de l'accord-cadre ;

- ❖ Gestion du parc, via notamment la mise à disposition d'un système informatisé de gestion en temps réel de la flotte (à minima en suivant la maintenance), accessible par Internet ;
- ❖ Suivi de la sinistralité.

Les véhicules concernés par le présent accord-cadre sont indiqués au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de fournir les véhicules aux loyers indiqués dans le B.P.U.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de sa réponse technique.

Les prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent C.C.P.

Article 2.4 Allotissement

Par dérogation aux articles L.2113-10 et R.2113-1 et suivants du code de la commande publique, le présent marché est non alloti. L'allotissement rendrait les prestations plus coûteuses pour l'acheteur.

Article 2.5 Lieux d'exécution

La liste des lieux d'exécution comprend l'ensemble des points de livraison des différents adhérents recensés à l'annexe n°1 du présent CCP intitulée « Liste des points de livraison ».

Les adhérents communiqueront aux titulaires tout nouveau point de livraison durant l'exécution du présent marché.

Article 2.6 Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Le marché est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents.

Article 2.7 Durée et date de début de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois, à compter du 1er septembre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il pourra être reconduit tacitement deux fois, pour une première période de 24 mois, puis une seconde de 12 mois, sans que la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, n'excède 60 mois (5 ans).

Cette durée est justifiée par la nécessité d'assurer l'amortissement économique des investissements liés à l'exécution du marché, conformément à la jurisprudence applicable en matière de marchés publics.

La Centrale d'achats se réserve le droit de reconduire ou de ne pas reconduire le marché. Le marché pourra être dénoncé expressément par le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois avant la date anniversaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les bons de commande émis dans le cadre de cet accord-cadre auront une durée adaptée aux besoins du marché, sans excéder la durée restante de l'accord-cadre en cours. L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent-être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Aussi, à compter de la quatrième année, les bons de commande seront exclusivement conclus pour des périodes de courte durée. A cet effet, le titulaire orientera l'adhérent demandeur sur une offre de location permettant de respecter cette date butoir de fin d'exécution des bons de commande.

Article 2.8 Dispositions relatives à la fin du marché et à la transition des flottes

Afin d'assurer la continuité du service et d'éviter toute interruption dans l'exploitation des véhicules, une période de transition sera mise en place à la fin du marché.

Le titulaire sortant devra garantir la disponibilité des camions frigorifiques jusqu'à la mise en service des véhicules fournis par le nouveau titulaire. À cet effet, une flotte de substitution pourra être mise en place pour couvrir la période nécessaire au renouvellement complet des véhicules.

Article 2.8.1 Modalités de mise à disposition des flottes de substitution

Le titulaire sortant s'engage à maintenir les véhicules en état de fonctionnement et conformes aux normes réglementaires jusqu'à leur restitution effective.

La durée de cette phase transitoire sera définie en fonction du calendrier de livraison des nouveaux véhicules et pourra faire l'objet d'un accord spécifique avec l'acheteur.

Aucun surcoût ne pourra être appliqué pour cette mise à disposition temporaire, sauf stipulation contraire prévue au marché.

Article 2.8.2 Obligation du titulaire sortant

Le nouveau titulaire devra mettre en service les camions frigorifiques dans les meilleurs délais afin de limiter la durée de la période transitoire. Il devra également s'assurer que la mise en exploitation des nouveaux véhicules ne perturbe pas l'activité des services bénéficiaires.

Ces dispositions visent à garantir une transition fluide entre les contrats successifs et à éviter toute rupture dans l'exploitation des camions frigorifiques.

Article 2.9 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum.

Montant maximum annuel € HT
7 500 000€

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de : 2 500 000 €

Les prévisions ci-dessus ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont calculés que suite à un recensement partiel des adhérents.

La répartition financière annuelle se décline, comme suit :

INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	Part BPU en %	Part catalogue en %
Fourniture de prestations de location/entretien/maintenance de véhicules de restauration.	90%	10%

Article 2.10 Financement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

Article 2.11 Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Modification en cours d'exécution du marché :

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 3 Pièces contractuelles du marché public

- ❖ L'acte d'engagement ATTR1, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Les bordereaux de prix unitaires (B.P.U neuf, occasion, courte et moyenne durée) ;
 - L'annexe 2 : Le Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
 - L'annexe 3 : Données fournisseur (Fiche synthétique) ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - L'annexe n°1 : « liste des points de livraison » ;
 - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
 - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
 - L'annexe n°4 : « manuel utilisation – fiche non-conformités - BNA fournisseurs » ;
 - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;
- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF - la désignation de l'article devra comporter les éléments suivants :
 - Numéro de l'article (en lien avec le BPU) comportant 3 chiffres / exemple : 001 ;
 - Code BNA en lien avec le BPU ;
 - Référence fournisseurs en lien avec le BPU.

- Les caractéristiques techniques demandées (au BPU) devront apparaître sous peine de minoration de la note.

S'il existe une fiche technique industrielle, la joindre en plus de celle du distributeur.

- ❖ Les certificats de types (Vignettes Crit'Air) ;
- ❖ Les copies des bulletins d'analyses et certifications précisés au CRT ;
- ❖ Les bons de commande ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément et qui devra être succinct.

Pièces générales :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Article 4 Obligations du titulaire

Article 4.1 Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

Le titulaire s'engage :

- ❖ À fournir, de manière continue, des véhicules réfrigérés avec groupes frigorifiques A et C destinés à transporter des denrées alimentaires ;
- ❖ À fournir des véhicules réfrigérés répondant aux normes de l'agrément ATP ou équivalent et garantissant le respect de la chaîne du froid pour le transport de produits frais et surgelés ;
- ❖ À mettre en service les véhicules et notamment les branchements sur secteur 220 volts ;
- ❖ À fournir, sur demande et après information des responsables de sites auprès de la CNIL, un système de géolocalisation ;
- ❖ À mettre à disposition des membres du groupement, à compter de la commande, des véhicules d'attente afin d'assurer la continuité de service le temps de la mise en service des véhicules faisant l'objet de l'accord-cadre ;
- ❖ À assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des véhicules faisant l'objet du présent accord-cadre. Les risques afférents à la circulation des véhicules jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Le titulaire s'engage à prendre à sa charge la gestion intégrale de la vie du véhicule, à savoir, notamment :

- ❖ L'entretien courant du véhicule, les plans d'entretien préventifs et les contrôles ;
- ❖ L'entretien du groupe frigorifique (pièces, gaz, circuits et contrôles) ;

- ❖ L'entretien des équipements, des fluides et des lubrifiants (liquides de refroidissement, huiles moteur, boîtes, ponts) ;
- ❖ Le gardiennage sur son site propre durant l'immobilisation du véhicule en période de grandes vacances scolaires ;
- ❖ Les consommables (batteries, ampoules, accessoires...) ;
- ❖ Les pneumatiques sans limite de kilométrage ;
- ❖ La personnalisation des véhicules (logotypage) après accord de la sous-direction de la communication du CNOUS ;
- ❖ L'assistance 24/24h et 7/7j ;
- ❖ Le remplacement du véhicule en cas de panne, maintenance ou accident ;
- ❖ Les réparations mécaniques (moteurs, boîtes de vitesse, transmission, châssis), tôlerie, peinture... ;
- ❖ Les droits relatifs au certificat d'immatriculation du véhicule et aux taxes différentielles ;
- ❖ Le suivi et les contrôles obligatoires dont, pour le plus fréquent, les contrôles techniques, contrôles pollution, conformités techniques et sanitaires, contrôles des groupes frigorifiques, contrôlographes, limiteurs de vitesse et extincteurs.

Article 4.2 Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous leur responsabilité exclusive, dans leurs locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que leurs interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- ❖ A prévenir la Centrale d'achats ainsi que l'ensemble des adhérents et en priorité les établissements devant être livrés, de toutes ruptures de stock sur un produit ;
- ❖ A appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Les titulaires ne peuvent se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

Article 4.3 Service de conseil et d'assistance

Article 4.3.1 Service de conseil et d'assistance aux adhérents

Le titulaire s'engage à fournir un service de conseil et d'assistance technique destiné aux adhérents, accessible via une plateforme téléphonique et/ou un support par mail.

Dans le CRT et la fiche données fournisseurs, le titulaire devra préciser :

- ❖ Les contacts dédiés à chaque adhérent ;
- ❖ Les modalités d'accès au service d'assistance (horaires, jours d'ouverture, moyens de communication disponibles) ;
- ❖ Le délai de réponse maximal garanti pour traiter les demandes des adhérents.

Ce service devra couvrir l'ensemble des problématiques liées à l'exploitation, à l'entretien et à la maintenance des camions frigorifiques fournis dans le cadre du marché.

Article 4.3.2 Formation et accompagnement des utilisateurs

Le titulaire devra assurer la formation des utilisateurs (CROUS et personnels concernés) afin de garantir une utilisation optimale des camions frigorifiques et d'en maximiser la durée de vie.

Cette formation portera notamment sur :

- ❖ Les bonnes pratiques d'utilisation des véhicules frigorifiques ;
- ❖ Les réflexes à adopter pour assurer leur bon fonctionnement et limiter l'usure prématurée ;
- ❖ Les consignes de sécurité liées à la manipulation des équipements frigorifiques.

Le titulaire précisera dans son offre les modalités et le planning de formation proposés aux utilisateurs.

Ces prestations de conseil, d'assistance et de formation visent à garantir un accompagnement efficace et une prise en main optimale des véhicules par les utilisateurs finaux.

Article 4.3.3 Visite préalable de cadrage auprès des adhérents

Dans le cadre de l'exécution du marché, une visite préalable de cadrage est obligatoire avant toute validation des prestations. Cette visite, organisée par les adhérents en présence du titulaire, a pour objectif de :

- ❖ Vérifier les contraintes techniques et logistiques liées à l'exploitation du véhicule frigorifique ;
- ❖ S'assurer de la conformité des installations destinées à accueillir le camion frigorifique ;
- ❖ Identifier les besoins spécifiques en matière de formation, maintenance ou adaptation du matériel ;
- ❖ Accompagner les adhérents de la centrale d'achat dans le choix du véhicule le plus adapté à leurs besoins et usages, en tenant compte des caractéristiques techniques, des conditions d'exploitation et des exigences réglementaires.

Le titulaire s'engage à participer à cette visite et à fournir toutes les informations nécessaires pour garantir l'adéquation du camion frigorifique aux exigences du marché.

Tout manquement à cette obligation pourra entraîner un refus de validation de la prestation et, le cas échéant, des pénalités conformément aux clauses du marché.

Article 4.4 Transport et distribution

Les titulaires sont tenus de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné.

Une période d'essai de quinze (15) jours est accordée à compter de la mise en service du camion, durant laquelle le conducteur est tenu de tester le véhicule dans les conditions normales d'exploitation. À l'issue de cette période, le conducteur assume l'entière responsabilité de l'état du camion, lequel ne devra pas présenter une dégradation excessive eu égard à son usage.

Article 4.5 Confidentialité

Les titulaires et leur personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent accord-cadre l'amènerait à connaître.

Les titulaires reconnaissent que toute divulgation lèserait les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait leur responsabilité.

Article 4.6 Assurance

Les titulaires doivent justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les titulaires demeurent seuls responsables, sans recours auprès de la Centrale d'achat, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité des titulaires s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achat contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Par ailleurs, le titulaire prend en charge toutes les obligations et opérations administratives liées à la vie du véhicule, notamment :

- ❖ Une assurance tous risques avec franchise ;
- ❖ Les accidents avec ou sans tiers ;
- ❖ Le suivi juridique ;
- ❖ Les certificats d'agrément vétérinaires qui seront adressés, sauf demande expresse contraire aux services centraux du membre du groupement concerné ;
- ❖ Les vérifications périodiques du contrôleur de température ;
- ❖ Les procès-verbaux de gendarmerie ou de police concernant l'état général du véhicule et sa non-conformité à l'usage pour lequel il est destiné ;
- ❖ Les frais de remise en état lors de la restitution du véhicule.

Article 5 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

Article 5.1 Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du véhicule loué ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Les titulaires sont informés qu'il est possible de décommander une commande jusqu'à 72 heures avant la date de livraison prévue sans qu'il ne puisse être porté préjudice financier à l'établissement concerné.

Article 5.2 Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des véhicules livrés ;
- ❖ Les quantités des véhicules livrés.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

Le véhicule loué doit être livré avec un minimum de 15€ de carburant.

Article 5.3 Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Ces éléments sont les suivants :

- ❖ Une « Notice Utilisateurs » reprenant les services souscrits dans le cadre de l'accord-cadre ;
- ❖ La copie de la carte grise, ainsi que celle de l'arrêté afférent n° JUSD0630096A en date du 28/07/06 ;
- ❖ Une copie du contrat d'assurance accompagné de deux constats amiables si l'option est prise ;
- ❖ Des notices en français permettant l'utilisation et l'entretien du matériel et ses équipements ;
- ❖ Un carnet d'entretien en français ;
- ❖ Les coordonnées des correspondants sur son siège et/ou régionaux du Titulaire ;
- ❖ Tout équipement rendu obligatoire par la réglementation (éthylotest, triangle de signalisation, gilet jaune, etc.) ;
- ❖ Tous les numéros utiles, en particulier celui de la hotline.

De plus, la liste des garages agréés pour l'entretien, des points habilités (réseau spécifique ou identique à celui des garages agréés) pour le changement des pneumatiques devra être accessible sur support informatique (espace client Internet, etc.).

Article 6 Description des prestations

Article 6.1 Obligations respectives liées à la livraison

Les titulaires sont réputés connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Les titulaires ne peuvent se prévaloir, pour se décharger de leurs obligations, de la faible capacité de stockage de certaines unités de gestion. Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons **franco de port et d'emballage**, dès le premier Euro.

Néanmoins, le titulaire s'engage à ce que son réseau d'agences puisse servir les établissements adhérents, quel que soit le lieu.

Les titulaires sont tenus de livrer les articles aux heures et aux fréquences décidées par chaque responsable de site ainsi qu'aux jours convenus avec eux, selon la capacité de stockage. Ces éléments seront précisés lors de la réunion de cadrage à l'initiative du titulaire, prévue au début du marché.

Les titulaires sont tenus de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison.

La livraison effectuée par le titulaire à l'adhérent doit être conforme au bon de commande établi. Au moment de la réception de cette dernière, l'adhérent doit se charger d'établir un inventaire complet afin d'avoir la capacité d'effectuer un retour au fournisseur si besoin est, attestant de la non-conformité du produit commandé. Toutefois, dans la configuration où, une reprise d'un produit commandé par l'adhérent devrait être opérée par le titulaire, cette dernière serait aux frais exclusifs de l'adhérent en tort.

Article 6.2 Conditions de livraison et de restitution – Niveau de carburant

Article 6.2.1 Obligation de livraison avec réservoir plein

Le titulaire s'engage à livrer chaque camion frigorifique avec un réservoir de carburant totalement rempli, garantissant ainsi une mise en service immédiate du véhicule sans contrainte pour l'acheteur.

Article 6.2.2 Obligation de restitution avec réservoir plein

Lors de la restitution du véhicule, que ce soit à l'échéance du marché ou dans le cadre d'un remplacement, l'acheteur devra également restituer le camion avec un réservoir de carburant plein.

Article 6.2.3 Modalités de contrôle

Un état du niveau de carburant sera réalisé lors de la livraison et de la restitution du véhicule. En cas de non-respect de cette obligation, des ajustements financiers pourront être appliqués, sur la base du prix du carburant en vigueur et des frais de remise à niveau.

Cette disposition vise à garantir une gestion efficace du carburant et à éviter tout déséquilibre entre les parties contractantes.

Article 6.3 Entretien, révisions et maintenance des véhicules

Le titulaire s'engage à assurer, à sa charge exclusive, l'ensemble des révisions et opérations d'entretien des camions frigorifiques fournis dans le cadre du présent marché.

Les révisions devront être effectuées conformément aux recommandations du constructeur, tant en termes de fréquence que de nature des interventions (vidanges, contrôles techniques, remplacement des pièces d'usure, maintenance du groupe frigorifique, etc.).

Le titulaire devra :

- ❖ Assurer le suivi des échéances de révision et informer l'acheteur des interventions prévues ;
- ❖ Mettre à disposition un réseau de maintenance adapté pour garantir une prise en charge rapide des véhicules ;
- ❖ Fournir un rapport détaillé après chaque révision, précisant les interventions réalisées et les éventuelles recommandations.

Cette obligation vise à garantir le bon fonctionnement et la longévité des véhicules frigorifiques tout en limitant les interruptions de service.

Article 6.4 Matériels mis à disposition

Les titulaires sont informés que les adhérents de la Centrale d'achats peuvent demander la personnalisation des matériels et équipements mis à disposition.

Cette personnalisation est exécutée selon l'engagement du titulaire dans le cadre de réponse technique et en partenariat avec le responsable national chargé de la communication.

A titre d'information et d'exemple, la charte graphique figure à l'annexe n°5 du présent CCP.

Le titulaire est tenu de fournir, à la Centrale d'achats, la liste détaillée des matériels et accessoires installés. Toute modification fait l'objet d'une information à la Centrale d'achats et est accompagnée de la fourniture d'un descriptif complémentaire ou correctif.

La désinstallation des matériels et équipements est encadrée dans les mêmes conditions que leur installation.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, la maintenance des matériels mis à disposition ne donne pas lieu à facturation.

Au terme du marché, ou en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre, les matériels sont restitués au titulaire concerné.

Article 6.5 Durée de garantie

Article 6.5.1 Durée et conditions de garantie

Le titulaire s'engage à fournir une garantie constructeur d'une durée conforme à celle renseignée dans son offre et couvrant l'ensemble des composants des camions frigorifiques, y compris le groupe frigorifique et le moteur.

Article 6.5.2 Point de départ et extension de la garantie

La garantie prendra effet à compter de la mise en service des véhicules et s'appliquera dès la déclaration d'un vice ou d'un défaut constaté par l'acheteur. En cas de dysfonctionnement ou de panne d'un composant essentiel (notamment le moteur ou le système frigorifique) après la période initiale de garantie, la prise en charge du défaut entraînera une extension de la garantie sur la partie concernée à compter de la date de constatation du vice.

Article 6.5.3 Modalités de prise en charge des réparations

Le titulaire devra assurer à ses frais la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses couvertes par la garantie, sans aucun coût additionnel pour l'acheteur, et dans un délai raisonnable afin de ne pas perturber l'exploitation des véhicules.

Cette clause vise à garantir la pérennité et la fiabilité des camions frigorifiques tout au long de leur utilisation.

Article 6.6 Garanties des vices cachés

Les prestations font l'objet de la garantie technique annuelle prévue à l'article 28 CCAG FC-S.

Les prestations font également l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'adhérent concerné.

Article 7 Optimisation, évolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux membres du groupement :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité du véhicule ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des véhicules ;
- ❖ Un autodiagnostic afin d'optimiser le parc des membres de la Centrale d'achats.

Article 8 Spécificités techniques

Article 8.1 Normes et spécifications à respecter

Les véhicules prévus au marché seront de type frigorifique, constitués d'un fourgon isotherme équipé d'un dispositif de production de froid.

Ces véhicules permettront le respect de la sécurité sanitaire des aliments conformément au Paquet Hygiène, en particulier :

- L'arrêté du 21 décembre 2009 et la norme CE n°853/2004.
- L'arrêté de 8 octobre 2013 et la norme CE n°852/2004.
- La norme CE n°37/2005.

Les engins seront conformes à l'Accord sur le Transport des denrées Périssables (ATP), fixant les exigences de moyens nécessaires pour le transport sous température dirigée (transport frigorifique).

L'ensemble des véhicules mis à disposition des utilisateurs finaux présenteront les marquages et attestations ATP.

L'ensemble des véhicules bénéficieront d'une attestation ATP qui se matérialisera par :

- Une plaque constructeur : indiquant le N° de PV d'essai (délivré par le CEMAFROID) ;
- Attestation de conformité (remise au client) ;
- Le Marquage avec date de fin d'agrément ;
- La carte grise : mention spécifique.

Pour chaque véhicule fabriqué, le constructeur adressera une demande d'attestation de conformité technique individuelle (via DATAFRIG) à l'autorité compétente.

Les véhicules arrivant en fin d'agrément sont exclus de la consultation (12 ans).

Les critères qui permettent de qualifier un véhicule de « véhicule à faibles émissions » ou de « véhicule à très faibles émissions » sont précisés dans les décrets ci-dessous :

- Décret n° 2021-1493 du 17 novembre 2021 relatif aux critères caractérisant les véhicules à faibles émissions de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 tonnes

- Décret n° 2021-1494 du 17 novembre 2021 relatif aux critères définissant les véhicules à faibles et à très faibles émissions dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3,5 tonnes

Les véhicules devront arborer une vignette Crit'Air (Certificat Qualité de l'Air), les classant selon leurs émissions polluantes.

Conformément à Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique, dite loi climat et résilience, les véhicules devront respecter les exigences annoncées en termes de dispositions de programmation.

Les normes Euro énoncées seront en application du règlement n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009.

Les candidats prendront en considération que depuis le 1^{er} janvier 2025, conformément à la loi Climat et Résilience de 2021, la réglementation de la zone à faibles émissions (ZFE) franchira une nouvelle étape. Les véhicules particuliers classés Crit'Air 3 ne pourront plus, sauf dérogation, circuler ou stationner dans le périmètre.

Les véhicules d'occasion respecteront les normes environnementales relatives aux émissions polluantes Euro 5, Euro 6 ou certification équivalente. Le titulaire s'engagera à respecter la norme Euro 6 pour ses véhicules neufs. De plus, le respect de la norme euro 7 pourra être demandé, par le pouvoir adjudicateur pour les véhicules diesel.

Le titulaire sera tenu de proposer aux clients des véhicules permettant le respect des contraintes environnementales liées aux zones restrictives de leur zone de circulation habituelle :

- Les ZFE-m (Zones à faibles émissions mobilité), où elle est obligatoire en permanence.
- Les ZPA (Zones de Protection de l'Air), lors de pics de pollution, la vignette doit être affichée sur le pare-brise du véhicule.
- Les ZPAd (Zones de Protection de l'Air départementale).

Les candidats développeront des propositions commerciales, en conformité avec l'article 112 de la Loi climat et résilience en termes de verdissement de la flotte de véhicule de l'état.

Les véhicules seront livrés avec l'ensemble des équipements obligatoires de sécurité routière homologués :

- Gilet de sécurité fluorescent : marquage Communauté européenne CE ;
- Triangle de sécurité : marquage E27R.

La fourniture et le maintien en bon état de fonctionnement de ces équipements seront à la charge du titulaire.

Pour le respect des dispositions relatives au Chapitre III du code de la route, les modalités de contrôle technique seront à la charge du titulaire, tant en terme financier, qu'en terme d'organisation et de prise en charge.

Les véhicules neufs seront conformes au règlement GSR 2 (General Safety Regulation 2).

L'autonomie des voitures électriques, comme celles des véhicules thermiques, sera déterminée par le cycle d'homologation commun « WLTP » (Worldwide Light Vehicles Test Procedures).

Ces tests sont destinés à évaluer :

- La consommation d'énergie ;
- Les émissions à l'échappement (pour les modèles thermiques) ;
- L'autonomie de chaque voiture électrique mise sur le marché.

Les fluides réfrigérants seront conformes à la révision de la F-Gaz III – règlement (UE) n°517/2014 adopté par le parlement européen en janvier 2025.

Les fluides frigorigènes proposés par les candidats sera conforme à la liste des fluides autorisés par la dernière version en vigueur de la loi F-Gaz.

Ces fluides seront conformes à la norme NF EN 378, qui classe les réfrigérants et réglemente leur utilisation.

Article 8.2 Certification et mise à jour réglementaire des équipements frigorifiques

Le titulaire devra fournir, à ses frais, un certificat technique ou un agrément technique CEMAFROID attestant de la conformité des camions frigorifiques aux réglementations en vigueur.

Il sera également tenu d'assurer, sans coût supplémentaire pour l'acheteur, la mise à jour réglementaire de cette certification en fonction de l'évolution des normes applicables, notamment en lien avec la vétusté des équipements. En cas de non-conformité constatée au cours du marché, le titulaire devra procéder aux ajustements nécessaires dans les meilleurs délais afin de garantir l'exploitation des véhicules dans des conditions conformes aux exigences sanitaires et techniques en vigueur.

Article 8.3 Spécificités des produits

Article 8.3.1 Spécificités relatives aux pneus

Pour des raisons évidentes de sécurité et de fiabilité, l'utilisation de pneus rechapés est strictement interdite sur les véhicules fournis dans le cadre du présent marché. Le titulaire devra équiper les camions frigorifiques de pneus neufs conformes aux normes de sécurité routière en vigueur.

Conformément à la loi Montagne II du 1^{er} novembre 2021, les véhicules circulant dans les zones concernées devront être équipés de dispositifs hivernaux adaptés entre le 1^{er} novembre et le 31 mars.

Le titulaire s'engage à :

- ❖ Permettre aux adhérents concernés de remplacer les pneumatiques en fonction des obligations locales et des périodes hivernales, sans surcoût pour l'acheteur, afin de garantir la sécurité et la conformité des véhicules ;
- ❖ Garantir la conformité des véhicules aux exigences réglementaires, notamment dans les 34 départements de massifs montagneux concernés.

Par conséquent l'équipement des véhicules pourra être assuré selon l'une des options suivantes :

- **Pneus 4 saisons certifiés 3PMSF** sur l'ensemble du parc, permettant un usage toute l'année, y compris en zones soumises aux obligations hivernales.

- **Pneus été avec équipements spécifiques** (chaînes ou chaussettes) pour l'hiver, ou pneus neige conformes à la réglementation, dans les départements concernés.

Le titulaire devra assurer la fourniture et la mise en conformité des équipements sans coût additionnel, garantissant ainsi la sécurité et la régularité du service.

Article 8.3.2 Spécificités relatives à la traçabilité des camions et aux obligations RGPD

Le système de traçabilité des véhicules frigorifiques mis en place par le titulaire devra être conforme à la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles (RGPD).

Toute collecte et traitement de données devront être limités aux seules informations nécessaires, notamment :

- ❖ Suivi de la température des camions frigorifiques ;
- ❖ Suivi de l'usure et de la vétusté des équipements (si applicable et légalement autorisé).

Aucune donnée à caractère personnel ne pourra être exploitée sans l'accord préalable des personnes concernées.

Le titulaire devra fournir un système de relevé de température intégré dans chaque camion frigorifique, garantissant :

- ❖ Un enregistrement continu de la température ;
- ❖ Une consultation aisée des relevés pour assurer la conformité aux normes sanitaires en vigueur ;
- ❖ Une alerte en cas d'écart de température afin de prévenir toute rupture de la chaîne du froid.

Le titulaire devra préciser dans son offre les modalités techniques de mise en œuvre de ces obligations ainsi que les garanties apportées en matière de sécurisation et de confidentialité des données collectées.

Article 8.3.3 Dispositions relatives aux camions électriques et à la démarche environnementale

Le titulaire s'engage à intégrer une démarche d'amélioration continue en matière de transition énergétique et de développement durable pour les camions frigorifiques électriques fournis dans le cadre du présent marché.

À ce titre, il devra :

- ❖ Définir un plan de progrès écologique, détaillant les évolutions technologiques et les améliorations à prévoir sur les prochaines années pour optimiser l'empreinte environnementale des véhicules ;

- ❖ Proposer des actions concrètes en matière d'efficacité énergétique, de recyclabilité des composants et d'optimisation des performances des batteries et des systèmes frigorifiques ;
- ❖ Garantir la conformité aux dernières normes environnementales, notamment en matière d'émissions indirectes et d'empreinte carbone sur l'ensemble du cycle de vie des véhicules.

Concernant les performances des véhicules électriques, le titulaire devra fournir des données précises sur l'autonomie en conditions réelles, en se basant sur le cycle d'homologation WLTP (Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure). Ces informations devront inclure :

- ❖ L'autonomie réelle en fonction des conditions climatiques et de charge utile ;
- ❖ La consommation énergétique des véhicules à vide et en charge maximale ;
- ❖ L'impact de l'utilisation du groupe frigorifique sur l'autonomie globale.

Enfin, le titulaire devra proposer des solutions d'amélioration continue de l'offre électrique, incluant des mises à jour technologiques, des dispositifs de recharge plus performants et une réduction des coûts d'exploitation, afin de favoriser une transition durable et économiquement viable pour l'acheteur.

Article 8.4 Maîtrise des risques sanitaires et des mesures de prévention liés à l'utilisation de camions frigorifiques

Article 8.4.1 Respect de la chaîne du froid

Le titulaire s'engage à garantir le maintien constant de la température réglementaire dans les camions frigorifiques conformément aux exigences sanitaires en vigueur, notamment le Règlement (CE) n° 852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et les normes ATP applicables au transport des denrées périssables.

À ce titre, le titulaire devra :

- ❖ Assurer un contrôle permanent des températures à l'aide d'un système de suivi électronique embarqué ;
- ❖ Mettre en place un relevé de température.

Article 8.4.2 Maintenance et conformité des équipements frigorifiques

Le titulaire est responsable de la maintenance régulière des équipements de réfrigération et s'engage à :

- ❖ Réaliser un entretien préventif conforme aux préconisations des constructeurs ;
- ❖ Vérifier périodiquement les thermostats, groupes frigorifiques et systèmes de ventilation ;
- ❖ Disposer d'un service d'intervention rapide en cas de dysfonctionnement du système de réfrigération.

Article 8.5 Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
 - Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
 - Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : centrale@crous.fr

A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 8.6 Evolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux membres du groupement :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité des produits ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des produits.

Article 8.7 Fiche technique

Les FT devront a *minima* indiquer les points décrits à l'annexe 2, cadre de réponses techniques (CRT) et rendu en langue française.

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Article 9 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

Article 9.1 Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : centrale@crous.fr au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnement mineur.

Article 9.2 Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

Article 9.3 Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

- La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché et lot	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de présenter, semestriellement, à la Centrale d'achats un rapport regroupant notamment :

- ❖ Le parc loué ;
- ❖ La sinistralité ;
- ❖ Les conclusions des autodiagnostic et actions mises en place ;
- ❖ L'ensemble des fiches de non-conformité ;
- ❖ Le nombre d'interventions ;
- ❖ La liste des pénalités versées ;
- ❖ Le taux d'indisponibilité des véhicules calculé sur la durée d'immobilisation du véhicule entre la demande d'intervention et la résolution.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : centrale@crous.fr sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

Article 9.4 Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : centrale@crous.fr

Article 9.5 Délai d'observations et de contestations aux ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de l'ordre de service pour notifier au pouvoir adjudicateur toutes observations ou contestations.

Article 9.6 Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent accord-cadre concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution desdites clauses.

Article 10 Prix de l'accord-cadre

Article 10.1 Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans les B.P.U.

Toute demande ne figurant pas sur les BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation de la Centrale d'achats.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l’emballage, à l’assurance, au transport jusqu’au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l’exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l’ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Article 10.2 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 10.3 Forme des prix

Le prix initial est celui indiqué dans l’offre. Pour la première année d’exécution du marché, les prix sont ceux fixés par le titulaire dans son acte d’engagement et ne peuvent varier.

Conformément aux dispositions combinées des articles R2112-7, R2112-8 et R2112-13 CCP (Code de la Commande Publique), les prix unitaires indiqués dans l’offre sont révisables annuellement à date anniversaire du marché.

En application de l’article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix de l’accord-cadre sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Le titulaire est tenu d’indiquer à la Centrale d’achats, au plus tard un mois avant la révision, le coefficient de variation des prix. La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable issue de l’application d’un indice.

Le mois M0 correspond à la dernière valeur de l’indice connue avant la date limite de remise des plis.

Les formules de révision des prix sont soumises à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0,50.

La formule de révision des prix est la suivante :

$$P = P_0 [CS + 0,7(CNL/CNL_0)]$$

Dans cette formule :

- ❖ P est le loyer mensuel H.T. au jour de la révision ;
- ❖ P₀ correspond au loyer mensuel H.T. ou de la dernière révision H.T. ;
- ❖ CS est le coefficient de stabilisation de 0.3 ;
- ❖ CNL est la dernière valeur connue au jour de la révision de l’indice suivant :
 - Indice CPF 77.11 – Location de véhicules utilitaires.
- ❖ CNL₀ est la valeur du même indice au mois M0.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties au présent accord-cadre conviendront d'une autre cotation ou d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

La demande de révision émane du titulaire de l'accord-cadre. Elle doit parvenir au pouvoir adjudicateur par courriel à centrale@cnous.fr deux mois avant la date anniversaire du marché. La demande de révision est accompagnée du justificatif de demande de révision de prix et faisant apparaître les prix initiaux et les prix révisés demandés.

En l'absence de révision de prix effectuée par le titulaire dans les délais requis, les prix initiaux ou éventuellement déjà révisés de l'accord-cadre (derniers prix en vigueur) sont maintenus jusqu'à la prochaine date anniversaire de notification du marché (prochaine révision). Aucun recours ne sera possible.

Article 10.4 La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

Article 10.5 Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

Article 10.6 Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

Article 10.7 Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels.

Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;

- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandées au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande d'un adhérent, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée par l'adhérent.

Le titulaire appliquera un système de compensation kilométrique au niveau de chaque adhérent de la Centrale d'achats. Ce système prendra en compte la somme des forfaits kilométriques des bons de commande signés par l'adhérents sur une année N et le rapprochera des kilomètres effectivement roulés cette même année N.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Article 11 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

Article 11.1

Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

-

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 11.2 Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 11.3 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 11.4 Défaut de paiement

Conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière, notamment son titre IV.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Article 11.5 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 11.6 Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 11.7 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 12 Les pénalités, ajournement et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

Article 13 Principes et motifs de résiliation

Article 13.1 Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 13.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 13.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

Article 14 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 15 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'Article 9.5 du présent CCP déroge à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS

L'Article 12 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS